

Planifier la ville « par le bas ». Un regard anthropologique sur le processus
d'urbanisation à Florencia (Colombie)
16e Colloque de la Relève VRM
Duque Fonseca Claudia Alexandra
Doctorat en anthropologie
Département d'anthropologie
Université Laval
Directrice : Manon Boulianne
claudia.duque-fonseca.1@ulaval.ca; cladufonseca@gmail.com

Les villes de l'Amazonie colombienne sont encore peu étudiées par la discipline anthropologique, malgré qu'elles soient au cœur de nombreuses problématiques environnementales et de développement se manifestant à différentes échelles, du local au global. Dans le cadre de mon doctorat, j'ai mené une recherche sur les processus d'urbanisation et sur la planification urbaine dans cette région. La ville de Florencia est au centre de l'étude ; il s'agit de l'agglomération la plus peuplée et étendue de la région. Elle s'urbanise rapidement, depuis les années 1980, dans le contexte d'un conflit armé national.

L'objectif de cette communication est de présenter la manière dont les habitants de Florencia se sont organisés pour produire l'espace urbain. Le cas de deux quartiers spécifiques permet de remettre en question le rôle du gouvernement comme aménagiste et développeur, ainsi que le régime urbain hégémonique. J'y démontre que : a) la ville n'est pas le résultat d'un travail technocratique planifié ; b) la planification urbaine n'est pas l'apanage des experts. Enfin, j'y présente la réalité d'une planification réalisée « par le bas » ou populaire. L'analyse débouche sur le constat de l'urgence de se pencher sur les manières alternatives de produire de nouvelles spatialités, sur les plans physique et symbolique.

La planification : un outil de pouvoir dans la production de l'espace urbain

La planification a été un outil de pouvoir et un mécanisme pour légitimer un ordre hégémonique et urbain. Elle a été la technologie politique privilégiée par les États pour guider leurs actions de gestion et de contrôle du territoire et de la population. Elle est mise au service d'une économie (capitaliste, dans sa phase néolibérale, actuellement). Cependant, Henri Lefebvre (2013) a démontré depuis les années soixante-dix que

l'espace est un produit social, c'est-à-dire, un ensemble de relations, et que l'espace des aménageurs est seulement un « type » de spatialité. La capacité d'agencéité des acteurs subalternes et les facteurs culturels peuvent influencer l'agenda politique. En ce sens, le concept de « droit à la ville » constitue un horizon d'analyse théorique et d'action politique. Il s'agit du « droit de se changer en changeant la ville » (Harvey, 2008 : 23, traduction libre). L'espace devient donc un élément de lutte politique.

La planification comme « site stratégique de recherche »

Au niveau méthodologique, je propose de saisir la ville de façon holistique. Cela est possible par le biais de l'étude de « sites stratégiques de recherche », c'est-à-dire, il faut choisir des situations qui touchent l'ensemble de la population, définies de cette manière par leur charge symbolique et leurs effets sur l'organisation sociale. Un des « sites stratégiques de recherche » est la planification urbaine (Hilgers, 2012). J'ai opté également pour une démarche participative incluant des ateliers de cartographie sociale, méthode complémentaire pour accéder à ce regard d'ensemble sur la ville. D'autre part, sans négliger la vision holistique, j'ai sélectionné deux quartiers pour une collecte de données plus approfondie, en fonction des différents « modèles » de production socio-spatiale qu'ils représentent : l'un a été « planifié » (Yapurá Sur) ; l'autre est considéré comme « spontané » (Paloquemao). J'ai séjourné à Florencia entre juin 2016 et juillet 2017. J'y ai réalisé une collecte de données auprès des institutions publiques, des fonctionnaires et des experts qui ont joué le rôle d'aménageurs, mais aussi avec des leaders, des représentants communautaires et des habitants, particulièrement dans les deux quartiers mentionnés au préalable.

Planification, conflit armé et déplacement à Florencia

Dans l'Amazonie colombienne, pendant les décennies de 1950 à 1970 Florencia fut l'épicentre d'une colonisation paysanne de la jungle promue par l'État colombien. Vers la fin des années 1970, la ville a été le scénario de manifestations agencées par des organisations paysannes et des citoyens, dans le but de mettre en évidence certaines problématiques rurales et urbaines. Parmi les revendications des urbains, l'accès au logement et aux services (d'électricité et d'eau potable) étaient les plus importantes. À

cette époque, l'accord entre le gouvernement colombien et les États-Unis dans la lutte contre le communisme donnait lieu à une stratégie d'extermination contre-guérilla connue comme la « Guerre du Caquetá », qui a provoqué un déplacement massif des paysans vers Florencia, puisque le gouvernement les considérait comme collaborateurs ou alliés de la guérilla. Plus de 3000 familles ont été déplacées dans ces opérations qui ont finies par dépeupler deux municipalités.

Par ailleurs, l'introduction des cultures de coca à des fins illicites pendant les années 1980 sera la cause principale des conflits et des déplacements qui continueront dans les années 1990 et au début du XXI^e siècle. Vers 1997, des groupes armés paramilitaires apparaissent dans la région. Les attaques militaires et les disputes entre tous les groupes armés vont produire des déplacements permanents graduels et aussi massifs qui vont se retrouver à la base d'une urbanisation « spontanée » à Florencia. Le quartier de Las Malvinas, qui émerge en 1982, est alors considéré, avec ses 10 000 habitants, comme le plus grand bidonville de l'Amérique latine, selon un document officiel (PDC, 2008). À partir de ce moment, l'image d'une ville désordonnée, chaotique et insécurisée se répand et caractérise Florencia.

Dans l'imaginaire de cette ville, les déplacés sont une des causes principales des problèmes urbains. En 2015, la population déplacée à Florencia était évaluée à 72 594 personnes (16 042 foyers) qui correspondent à près de 50% du total de la population (UARIV dans PDM, 2012). Le « manque » d'intervention de la part des autorités municipales en est une autre source de problèmes qui est pointée du doigt. Même si, à partir de 1978, une professionnalisation a été mise en marche par le Maire de la ville avec le but d'appliquer les principes et outils de la planification urbaine, le rôle des aménagistes a été déformé par des pratiques politiques et économiques locales, au point d'être synthétisé dans l'expression : « il faut être sourd, aveugle et muet ». Cela explique l'attitude permissive et la manière dont la planification est restée dans la formalité, c'est-à-dire, dans certains plans ou programmes ou « sur papier ». La promesse de l'État de se manifester ou de prendre des mesures concrètes face aux problèmes vécus par la population est un outil politique utilisé surtout comme mécanisme de contrôle électoral.

Les habitants, aménagistes de la ville ou la planification « par le bas »

Jusqu'en 1980, la plupart des projets de construction de logements étaient sous la responsabilité de l'État, mais il n'arrivait pas à combler le déficit de logements. Dans ce contexte, au cœur de l'Association des enseignants du Caquetá (AICA) ou syndicat des enseignants, une association pro-logement (APROVIDEC) a été promue et créée en 1984 pour s'insérer dans le marché immobilier. APROVIDEC visait à résoudre le problème de l'accès au logement, en principe pour les enseignants. À l'époque, ils avaient un niveau de revenus très faible, qui ne leur permettait pas d'accéder au système de crédit pour l'achat d'un logement sur le marché immobilier. Ils ont mis en œuvre un modèle coopératif qui, dans d'autres régions du pays, avait donné des résultats positifs. Les 360 associés ont acheté sept hectares de terres qui faisaient partie d'une ferme (privée) et ont embauché une ingénieure pour l'élaboration du plan et le design du quartier. Les maisons ont été octroyées par tirage au sort et selon la capacité d'endettement des acheteurs. Il s'agissait d'un projet de logement social à faible coût (c'est-à-dire pour des personnes à revenus faibles et pauvres) qui faisait partie d'une politique étatique. Le projet a été subventionné par différentes entités bancaires et la dernière phase a été auto-construite. Avec la conviction qu'on pouvait atteindre un « progrès collectif », grâce au pouvoir associatif et à des relations sociales basées sur la solidarité, ces habitants ont pris en mains la construction du quartier. Les enseignants sont arrivés à résoudre petit à petit leur problème de logement et d'accès aux services publics (eau potable et égouts).

D'autre part, les déplacés ont continué à s'installer dans la ville en toute précarité depuis 1982 et de manière croissante à partir de 1996 à la suite des politiques de fumigation avec glyphosate et l'entrée des groupes armés paramilitaires dans la région. Ils avaient beaucoup plus de difficultés à trouver une solution par la voie « légale » à la question du logement, en raison de leur situation d'arrivants dans la misère et le chômage. Les activités économiques informelles que leur ont permis de survivre n'étaient pas suffisantes pour accéder à un crédit ni même pour payer un loyer. En conséquence, en 2012, un groupe de jeunes habitants de Florencia se sont organisés pour inspecter un terrain, situé en périphérie de la ville, dont l'usage était la friche spéculative. Leur projet

était de créer un parc éco-touristique, avec des espaces de production agricole (pour reproduire la vie rurale) et quelques logements. La priorité a été accordée aux personnes en situation de déplacement forcé, aux plus vulnérables, les handicapés et les femmes chefs de famille. Ils ont mesuré et octroyé des lots gratuitement et les habitants ont construit collectivement les infrastructures requises pour accéder aux services d'eau courante et d'électricité. Ils ont vécu pendant des mois dans des « cambuches » ou logements temporaires. Près de 1 500 personnes habitent aujourd'hui à Paloquemao. Les liens communautaires ont été très importants pour arriver à consolider cet espace. Les « ollas comunitarias » ou cuisines communautaires, par exemple, ont été des stratégies de survivance et de résistance efficaces dans ce contexte.

En guise de conclusion

Les deux cas étudiés ont en commun qu'au début, l'initiative n'a pas été guidée par la marchandisation de la terre, sinon par des objectifs sociaux et des valeurs comme la solidarité. De manières différentes, une plus technique et l'autre plus empirique, les habitants se sont organisés pour « aménager » l'espace, en tenant compte de plusieurs normes urbanistiques, ils souhaitent généralement entrer plus tard dans la légalité, contrairement à ce qui les aménageurs supposent. Le cas de Florencia permet de démontrer que les habitants s'organisent et planifient leur habitat alors que certains aménageurs contribuent à maintenir le désordre urbain, puisque ce dernier est utile à des fins politiques et économiques particulières. Le cas de Paloquemao est significatif parce qu'il montre que les préoccupations des habitants vont au-delà de la construction de logements. Dans la pratique quotidienne et précaire, ils ont imaginé et produit un espace que n'est pas nécessairement ni urbain ni rural ni forestier, mais qui contient ces trois éléments, ce qui invite à penser de nouvelles spatialités. Par le biais d'une Association environnementale, ces « précurseurs » de Paloquemao ont mis en marche des actions de conservation des espèces endémiques, un système de transport fluvial et un autre de traitement des eaux résiduelles, incluant des corridors biologiques, qui visent une meilleure harmonie avec l'environnement naturel et sa protection, une tâche difficile à mener et de plus en plus menacée par une urbanisation vorace.

Bibliographie

BELL, D. et M. JAYNE, 2009, « Small Cities? Towards a Research Agenda », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33, 3: 683-699.

CHATTOPADHYAY, S., 2012, « Urbanism, colonialism and subalternity » en T. Edensor y M. Jayne (eds.), *Urban theory beyond the West: a world of cities*. Abingdon, Oxon; Burlington, VT., Routledge.

ESCOBAR, A., 1999, *El Final del Salvaje. Naturaleza, cultura y política en la antropología contemporánea*. Bogotá, CEREC-ICAN.

HILGERS, M., 2012, « Contribution à une anthropologie des villes secondaires », *Cahiers d'Études Africaines*, 1, 205: 29-55.

HARVEY, D., 2008, « El derecho a la ciudad », *New Left Review*, 53: 23-39.

LEFEBVRE, H., 2013 [1974], *La producción del espacio*. Madrid, Capitán Swing.

PLAN DE DESARROLLO COMUNITARIO (PDC), 2008-2011. Florencia, Alcaldía de Florencia.

PLAN DE DESARROLLO MUNICIPAL (PDM), 2012-2015. Florencia, Alcaldía de Florencia.